

## TABLE DES MATIÈRES

<i>Preface</i> .....	VII
<i>Avant-propos et remerciements</i> .....	IX
<i>Biographies des auteurs</i> .....	XV
<i>Table des abréviations</i> .....	XXXVII

### CHAPITRE PRÉLIMINAIRE DROIT COMPARÉ ET BIJURIDISME CANADIEN

Introduction .....	1
I. Contribution à l'étude du droit comparé .....	3
II. Contribution à l'étude du bijuridisme canadien .....	14
A. Cadre d'analyse .....	20
1. Critère de la nécessité .....	21
2. Critère de l'exclusion .....	23
B. Illustrations .....	29
1. Arrêt <i>DIMS</i> .....	30
2. Arrêt <i>AYSA</i> .....	32
Conclusion .....	37

### CHAPITRE 1 INTRODUCTION À LA COMMON LAW CANADIENNE

Introduction .....	39
I. Legs anglais .....	40
A. Éclatement du Moyen Âge .....	40

1. Cours royales .....	41
2. Système des brefs .....	42
3. Formation professionnelle distincte .....	44
4. Cour de la Chancellerie .....	46
5. Émergence de la législation .....	47
6. Littérature juridique abondante .....	47
B. Période moderne .....	49
1. Publication des motifs de jugement et langue du droit .....	49
2. Equity et common law .....	52
3. Recours contre les jugements et Chambre des lords .....	53
4. Absence de codification .....	55
5. Littérature juridique .....	56
II. Acclimatation canadienne .....	59
A. Premiers Peuples et fondements des régimes coloniaux .	60
1. Systèmes juridiques sophistiqués .....	60
2. Effacement de la normativité autochtone par la common law .....	62
3. Distinction entre les colonies conquises et les colonies de peuplement .....	65
4. Réception de la common law et des lois anglaises dans les colonies de peuplement .....	66
5. Inapplicabilité des lois anglaises en raison des conditions coloniales .....	68
B. Écarts entre le droit anglais et le droit colonial ou canadien .....	71
1. Esclavage .....	72
2. Maritimes .....	73
3. Ontario, Prairies et Colombie-Britannique .....	75
4. Comité judiciaire du Conseil privé .....	78
5. Cour suprême du Canada .....	81

III. Maturation de la common law canadienne . . . . .	85
A. Autorité des précédents au Canada . . . . .	85
1. Relations verticale et horizontale . . . . .	86
2. Décisions donnant lieu à des distinctions . . . . .	88
3. <i>Ratio decidendi</i> et <i>obiter dictum</i> . . . . .	91
4. Revirement jurisprudentiel . . . . .	94
B. Mentalité et valeurs distinctes . . . . .	96
1. Esprit de la common law . . . . .	97
2. Protection des libertés et hostilité à l'égard de la loi . . . . .	100
3. Influence du christianisme et des droits fondamentaux . . . . .	102
4. Réalisme et mouvements critiques . . . . .	104
5. Analyse économique du droit . . . . .	104
6. Influence du féminisme . . . . .	105
7. Premiers Peuples et personnes racisées . . . . .	107
C. Common law en français . . . . .	108
1. Traduction des lois et des jugements . . . . .	109
2. Programme de common law en français de l'Université d'Ottawa . . . . .	111
3. Faculté de droit de l'Université de Moncton . . . .	112
4. Création d'un vocabulaire spécifique . . . . .	113
Conclusion . . . . .	118
Bibliographie choisie . . . . .	120

**CHAPITRE 2**  
**DROIT DES BIENS**

Introduction . . . . .	123
I. Présentation générale . . . . .	123
A. Biens réels . . . . .	127
1. Conception féodale des biens réels . . . . .	127

a) Réalité socio-économique médiévale :	
tenure .....	128
i) Fief et tenure .....	128
ii) Types de tenures .....	129
iii) Accessoires attachés aux tenures .....	130
b) Invention juridique intemporelle :	
domaine .....	131
i) Contrôle du devenir des biens réels dans le temps .....	131
ii) Par-delà la tenure, le fief comme domaine	132
2. Nature relative des biens réels .....	134
a) Domaines à modeler .....	135
i) Domaine franc .....	135
ii) Domaine à bail .....	137
b) Instruments de la spécialisation .....	139
i) Intérêts futurs .....	139
ii) Grèvements .....	144
iii) Copropriété .....	147
c) Par-delà la diversité, l'unité conceptuelle et la relativité .....	148
B. Biens personnels .....	151
1. Nature exclusive des biens personnels .....	152
a) Nomenclature réceptive à la modernité .....	152
i) Choses possessoires .....	152
ii) Choses non possessoires .....	152
b) Exclusivité étrangère à la logique féodale .....	153
2. Dimension relative sous-jacente des biens personnels .....	154
a) Possession et régime des objets trouvés .....	154
b) Institution du bailment .....	158
II. Éléments spécifiques .....	160

A. Juge, equity et « proprietary estoppel » .....	161
1. Éléments constitutifs modulables .....	164
2. Effet d'amplitude variable .....	167
a) Application du « proprietary estoppel » à titre de principe actif .....	168
b) Typologie des remèdes disponibles .....	171
i) Concession d'un droit réel de régularisation sur le fonds d'autrui .....	171
ii) Cession forcée de l'immeuble litigieux ...	176
B. Verrou législatif découlant de l'enregistrement .....	177
1. Système d'enregistrement des actes .....	178
2. Système d'enregistrement des titres .....	179
C. Leçons de la confrontation .....	182
1. « Proprietary estoppel » face au droit de l'enregistrement .....	182
2. Voies de contournement .....	184
a) Recours à la notion d'« equity » .....	185
b) Interprétation utile des lois sur l'enregistrement .....	188
3. Incidence sur le droit des biens .....	192
Conclusion .....	194
Bibliographie choisie .....	198

**CHAPITRE 3  
DROIT DES FIDUCIES**

Introduction .....	201
A. Définition de la fiducie .....	203
B. Distinction entre la fiducie et la relation fiduciale ....	205
I. Survol historique .....	207
II. Classification .....	210
A. Fiducies expresses .....	211

1.	Fiducies personnelles .....	212
a)	Description .....	212
b)	Conditions de fond .....	213
i)	Certitude quant à l'intention .....	214
ii)	Certitude quant à la matière .....	215
iii)	Certitude quant à l'objet .....	216
c)	Conditions de forme .....	217
d)	Restrictions .....	218
i)	Interdiction des dévolutions perpétuelles et d'inaliénabilité .....	218
ii)	Capitalisation .....	220
e)	Équivalent québécois .....	220
2.	Fiducies finalitaires caritatives .....	221
a)	Avantages .....	223
b)	Conditions de validité .....	227
i)	Bienfait d'intérêt public .....	227
ii)	Nature caritative .....	228
iii)	Objets exclusivement caritatifs .....	232
iv)	Autres conditions .....	233
3.	Fiducies finalitaires non caritatives .....	233
a)	Problématique .....	233
b)	Équivalent québécois .....	236
B.	Fiducies judiciaires .....	237
1.	Fiducies résultotoires .....	238
2.	Fiducies constructoires .....	244
a)	Fiducies constructoires réparatoires .....	246
b)	Fiducies constructoires institutionnelles .....	250
c)	Équivalent québécois .....	254
C.	Fiducies législatives .....	256

III.	Administration, extinction et modification . . . . .	258
A.	Administration de la fiducie . . . . .	258
1.	Nomination et destitution du fiduciaire . . . . .	259
2.	Pouvoirs et devoirs des fiduciaires . . . . .	260
a)	Pouvoirs des fiduciaires . . . . .	260
b)	Devoirs des fiduciaires . . . . .	263
3.	Équivalent québécois . . . . .	266
B.	Extinction et modification de la fiducie . . . . .	267
1.	Extinction . . . . .	267
a)	Par le constituant . . . . .	267
b)	Par le bénéficiaire . . . . .	267
2.	Modification . . . . .	268
3.	Équivalent québécois . . . . .	269
IV.	Violation de la fiducie . . . . .	270
A.	Réparations personnelles . . . . .	271
B.	Réparations réelles . . . . .	273
C.	Équivalent québécois . . . . .	279
Conclusion . . . . .	279	
Bibliographie choisie . . . . .	280	

**CHAPITRE 4**  
**DROIT DES CONTRATS**

Introduction . . . . .	283	
I.	Classification des contrats . . . . .	291
A.	Contrat informel ou ordinaire . . . . .	291
B.	Contrat formel : acte sous le sceau . . . . .	292
II.	Négociation de l'obligation . . . . .	293
A.	Fondement contractuel . . . . .	296
B.	Fondement en délit ou en equity . . . . .	298

III.	Création de l'obligation contractuelle .....	300
A.	Création de l'obligation : actes à accomplir .....	301
1.	Offre .....	301
2.	Extinction de l'offre .....	302
3.	Acceptation .....	303
4.	Distinction entre un contrat synallagmatique et un contrat unilatéral .....	307
5.	Intention de conclure un contrat .....	309
B.	Création de l'obligation : aspect qualitatif .....	313
1.	Contrepartie .....	313
a)	Entente modifiant un contrat existant .....	317
b)	Contrat d'approvisionnement exclusif .....	320
2.	Doctrine de la relativité du contrat .....	322
3.	Imprécision .....	329
4.	Doctrine de la préclusion promissoire .....	331
IV.	Interprétation du contrat .....	334
A.	Détermination de l'objet du contrat .....	336
1.	Ajout d'un engagement accessoire ou d'une obligation implicite .....	339
a)	Obligation implicite nécessaire .....	340
b)	Obligation implicite fondée sur l'usage ou une pratique de commerce .....	341
c)	Obligation implicite légale .....	341
2.	Réduction des engagements .....	342
B.	Interprétation du contrat établie par le tribunal .....	346
C.	Bonne foi .....	355
V.	Inexécution du contrat .....	360
A.	Justification de l'inexécution .....	363
1.	Illégalité .....	363
2.	Contrainte .....	366

3. Abus de pouvoir .....	366
4. Erreur .....	367
5. Iniquité .....	373
6. Violation d'une condition .....	374
B. Réparations en cas d'inexécution du contrat .....	376
VI. Commerce électronique .....	382
Conclusion .....	386
Bibliographie choisie .....	388

**CHAPITRE 5**  
**DROIT DES DÉLITS**

Introduction .....	391
I. Présentation générale du droit des délits .....	393
A. Structure du droit des délits .....	393
1. Emprise du système des brefs .....	393
2. Éléments de la responsabilité délictuelle .....	398
3. Fondements de la responsabilité en droit des délits .....	398
a) Faute .....	399
b) Protection des droits .....	401
c) Manifestations de la responsabilité stricte ..	403
i) Responsabilité stricte par voie législative ..	405
ii) Animaux .....	406
iii) Règle de l'arrêt <i>Rylands</i> .....	407
iv) Responsabilité du fait d'autrui .....	407
4. Concomitance en matière délictuelle et contractuelle .....	411
5. Responsabilité, volonté et capacité .....	413
B. Délits intentionnels .....	415
1. Notions d'intention, de mobile et de provocation ..	416

2. Atteintes à la personne .....	417
a) Atteintes directes .....	418
b) Atteintes indirectes .....	419
3. Atteintes au patrimoine .....	421
4. Moyens de défense opposables aux délits intentionnels .....	426
C. Nuisance .....	428
1. La nuisance privée .....	429
2. La nuisance publique .....	431
3. Les moyens de défense opposables au délit de nuisance .....	432
D. Diffamation .....	433
1. Encadrement législatif .....	434
2. Éléments constitutifs du délit .....	435
3. Moyens de défense .....	437
E. Délit de négligence .....	440
1. Obligation de diligence .....	441
a) Cadre d'analyse .....	441
b) Rôle des catégories de précédents .....	445
c) Existence d'un cadre législatif .....	449
2. Manquement à la norme de diligence .....	450
3. Causalité factuelle .....	453
a) Critères d'analyse .....	453
b) Norme de preuve et inférence défavorable .....	455
c) Partage de la responsabilité .....	455
d) Perte d'une chance .....	456
4. Proximité causale .....	456
a) Critère d'analyse .....	457
b) Causes intervenantes .....	459
5. Dommage .....	461

6. Défenses à la responsabilité fondée sur la négligence .....	462
a) Négligence contributive .....	463
b) Acceptation volontaire du risque .....	465
c) Illégalité de la conduite du demandeur .....	467
d) Accident inévitable .....	468
F. Réparation .....	468
1. Dommages-intérêts punitifs .....	469
2. Dommages-intérêts compensatoires .....	470
II. Évolution contemporaine du droit des délits .....	473
A. Émergence de nouveaux délits intentionnels en common law .....	474
1. Atteintes à la vie privée .....	479
2. Harcèlement .....	483
3. Sommaire et analyse .....	486
B. Redéfinition de l'obligation de diligence .....	488
1. Cadre d'analyse Anns/Cooper .....	490
2. Catégories d'obligations .....	494
3. Deux phénomènes complémentaires .....	497
C. Quelques constats sur l'évolution du droit des délits ..	497
Conclusion .....	499
Bibliographie choisie .....	501

**CHAPITRE 6**  
**DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**

Introduction .....	503
A. Règles applicables aux litiges interprovinciaux et internationaux .....	507
B. Conflits de lois .....	512
I. Détermination de la compétence juridictionnelle .....	513
A. Consentement des parties .....	515

1. Reconnaissance de la compétence du tribunal par soumission .....	516
2. Entente entre les parties .....	519
3. Lien avec le droit applicable .....	525
B. Tribunal du domicile du défendeur (compétence générale) .....	526
1. Personnes .....	526
2. Personnes morales .....	528
3. Affaires extrapatrimoniales devant les tribunaux québécois .....	531
C. Liens entre le litige et le tribunal saisi .....	532
D. Fondements de la compétence découlant de l'exercice du pouvoir discrétionnaire des tribunaux .....	536
E. Exercice du pouvoir discrétionnaire de décliner compétence .....	542
1. Déclaration de compétence à l'égard de défendeurs de l'extérieur de la province .....	542
2. Déclaration d'incompétence fondée sur le principe <i>du forum non conveniens</i> .....	543
3. Déclinaison de compétence afin d'éviter la multiplicité des instances .....	551
4. Injonctions visant à empêcher des poursuites à l'étranger .....	553
F. Codification du droit en matière de compétence dans les provinces de common law .....	554
II. Effets des jugements étrangers .....	554
A. Compétence du tribunal qui a rendu le jugement .....	556
1. Provinces de common law .....	557
2. Québec .....	558
B. Caractère définitif de la décision .....	560
C. Exclusion du droit public étranger .....	561
D. Inefficacité du jugement étranger obtenu par fraude ou contraire à l'ordre public .....	562

III.	Détermination du droit applicable au fond . . . . .	564
A.	Mise en preuve du droit étranger . . . . .	564
B.	Qualification . . . . .	567
C.	Renvoi . . . . .	569
D.	Questions procédurales . . . . .	571
E.	Exclusion du droit public étranger . . . . .	573
F.	Ordre public . . . . .	576
G.	Lois de police . . . . .	577
IV.	Règles de conflit des lois . . . . .	578
A.	Les délits . . . . .	578
1.	Contexte historique . . . . .	578
2.	Évolution récente du droit dans les provinces de common law . . . . .	581
3.	Perspective québécoise . . . . .	582
B.	Les contrats . . . . .	586
1.	Droit applicable aux obligations contractuelles . . .	586
2.	Questions qui relèvent du droit applicable . . . . .	588
3.	Questions qui relèvent d'un autre droit . . . . .	589
	Conclusion . . . . .	590
	Bibliographie choisie . . . . .	591
	TABLE DE LA LÉGISLATION . . . . .	593
	TABLE DE LA JURISPRUDENCE . . . . .	619
	INDEX ANALYTIQUE . . . . .	649